

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

TRENTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

TROISIÈME SESSION

Projet de loi n° 6

**Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses
du gouvernement pour l'année financière se terminant le
31 mars 1979, et pour d'autres fins du service public**

Première lecture

Deuxième lecture

Troisième lecture

PRÉSENTÉ

Par M. JACQUES PARIZEAU

Ministre des finances



L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1 9 7 8

Projet de loi n° 6

Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1979, et pour d'autres fins du service public

TRÈS GRACIEUSE SOUVERAINE,

CONSIDÉRANT que d'un message de l'honorable Hugues Lapointe, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de cette province, et du budget des dépenses qui l'accompagne, il appert que les sommes ci-après mentionnées sont requises pour faire face à certaines dépenses du gouvernement de la province, qui ne sont pas autrement prévues, pour l'année financière se terminant le 31 mars 1979, et pour d'autres fins du service public; Plaise en conséquence à Votre Majesté qu'il soit statué, et qu'il soit statué par Sa Très Excellence Majesté la Reine, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, que:

1. La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi des subsides n° 1, 1978/1979.* Préambule.
Titre abrégé.

2. Sur le fonds consolidé du revenu de cette province, il sera et pourra être pris une somme n'excédant pas, en tout, \$1,899,907,358.33 pour subvenir aux diverses charges et dépenses du gouvernement et du service public de cette province, pour l'année financière se terminant le 31 mars 1979 auxquelles il n'est pas autrement pourvu, soit l'ensemble:

a) de un sixième du montant des crédits de chaque programme du budget des dépenses de la province pour ladite année financière, présenté à l'Assemblée nationale à la présente session de la Législature, i.e.: \$1,766,415,750.00;

b) de un douzième additionnel des crédits du programme 11 pour le ministère des affaires municipales, i.e.: \$4,629,958.33;

c) de un douzième additionnel des crédits du programme 2 pour le ministère des affaires sociales, i.e.: \$69,045,483.33;

d) de deux douzièmes additionnels des crédits du programme 3 pour le ministère du conseil exécutif, i.e.: \$3,008,266.67;

e) de un douzième additionnel des crédits du programme 6 pour le ministère de l'éducation, i.e.: \$51,431,816.67;

f) de un douzième additionnel des crédits du programme 2 pour le ministère des terres et forêts, i.e.: \$1,302,708.33;

g) de trois douzièmes additionnels des crédits du programme 3 pour le ministère des terres et forêts, i.e.: \$4,073,375.00.

Comptes
à la Légis-
lature.

3. Des comptes détaillés de tous les deniers dépensés en vertu de la présente loi seront soumis à la Législature de la province, conformément à l'article 72 de la Loi de l'administration financière (1970, chapitre 17).

Compte
à Sa Ma-
jesté.

4. Il sera également rendu compte à Sa Majesté des sommes dépensées en vertu de la présente loi.

Entrée en
vigueur.

5. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.